

Initiatives ministérielles

les réalités diplomatiques, politiques, économiques et religieuses devaient changer non seulement dans cette région du globe, mais aussi dans le reste du monde industrialisé et en développement.

Nous n'avons pas eu l'occasion de faire la même chose ici et le gouvernement devrait rougir de honte parce qu'il n'a pas consulté les Canadiens avant de s'engager, parce qu'il a mis les partis d'opposition dans l'obligation de proposer des amendements, de soutenir que des consultations plus poussées auraient été de mise ou que la motion aurait pu donner une orientation différente à notre pays.

Permettez-moi de vous faire part brièvement des préoccupations des parlementaires européens, car j'ai suivi une partie de ce débat à titre d'observateur très attentif, croyant que j'allais être rappelé à Ottawa.

Ces parlementaires craignaient que, si les États européens et autres restaient en dehors de ce qui se passait au Moyen-Orient, les approvisionnements pétroliers nécessaires au maintien de la puissance économique de l'Europe et d'autres régions ne soient plus aussi sûrs et que les prix n'augmentent au-delà de toute mesure. Préoccupation triviale peut-être. Deuxièmement, ils redoutaient vivement que les tensions entre Israël et les pays arabes ne s'aggravent. Troisièmement, ils craignaient les conséquences de la non-participation de l'Europe à toute entente sur la répartition des ressources. Que se passerait-il s'ils décidaient d'être de la partie? Il n'y a qu'à voir ce qui s'est passé depuis deux mois. Tous les prix ont augmenté. Notre ministre de l'Énergie nous a garanti, sans chercher à se justifier, que nous pouvions nous attendre à une autre augmentation de 10c. du prix de l'essence à la pompe. Ce qui se passe, c'est qu'on assiste à une redistribution de l'économie dans le monde entier.

On s'inquiétait de la montée du nationalisme arabe, et nous pouvons constater qu'il est bien là. Il est évident partout, malgré l'alliance que les Américains semblent avoir réussi à bâtir. Il est maintenant évident qu'on va assister à un accroissement des tensions est-ouest. Ce n'est plus une hypothèse également que les tensions entre le monde arabe et Israël vont s'accroître; les faits sont là.

Avons-nous considéré les facteurs en question avant de décider d'envoyer nos militaires dans la région? Avons-nous envisagé les répercussions sur notre écono-

mie au cas où les approvisionnements en pétrole seraient administrés soit par les Arabes de la région soit par les multinationales américaines? Avons-nous songé au fait que, dans les deux cas peut-être, nos intérêts ne seraient pas bien servis?

Il suffit de se pencher sur les initiatives du gouvernement en matière de politique énergétique et sur les propos de notre ministre de l'Énergie au sujet d'une ressource extrêmement importante pour nos industries. Il parle déjà de rationner l'essence et le pétrole.

Je ne peux croire que nous vivons encore dans une véritable démocratie. Tout ce qu'il fait, c'est augmenter déjà le prix à la pompe et aux raffineries. Cela serait déjà bien assez répréhensible si le gouvernement n'était pas devenu en plus tout à fait insensible à l'évolution de sa politique étrangère.

Cette décision de la part du gouvernement va à l'encontre de la procédure normale. Elle reflète, comme je le disais il y a un instant, une politique incompatible à la fois avec la consultation opportune du Parlement et avec la politique étrangère et de défense.

Le gouvernement s'est déjà senti obligé de rappeler immédiatement le Parlement. Nous l'avons vu, comme l'ont rappelé certains de mes collègues de ce côté-ci de la Chambre, il y a à peine cinq ans, lorsqu'une crise nationale a éclaté parce que 174 Sikhs avaient débarqué sur les rives de la Nouvelle-Écosse. Ce serait ridicule si ce n'était pas si tragique.

Or le gouvernement a commencé à nous rappeler, et continuera de le faire—et j'espère le signaler aux députés—que les causes de la situation actuelle avec l'Irak résident dans le passé. Nous ne pouvons pas changer ce qui est fait, mais, comme mes collègues le diraient sûrement, nous pouvons bien sûr au moins influencer la conduite que nous observerons par la suite.

Le gouvernement demande le soutien unanime et complet du public canadien pour déployer nos forces dans une région où elles sont maintenant sur un pied de guerre.

• (1840)

Les cyniques diront que la guerre éclatera dans quelques semaines. Les plus optimistes parlent de limiter et de contrôler le niveau des hostilités. Nous mettons nos jeunes hommes et nos jeunes femmes en danger dans une